

XVIII PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

absolue intégralité, autant toutefois que le permettront l'espace dont nous disposerons et le bon ordre du récit.

Nous voulons justifier le titre générique de cet ouvrage : *la Vérité sur l'Expédition du Mexique*, par la profusion des documents que nous mettrons sous les yeux du lecteur.

Quant au parti qu'en tireront les discoureurs politiques, peu nous importe. Il est à prévoir qu'ils serviront de texte, ou de prétexte, à des discussions passionnées et qu'on cherchera à les interpréter dans bien des sens : cela ne nous effraie guère, car, impartial dans notre récit, nous avons confiance dans l'impartialité des générations, si nous doutons parfois de celle des individus.

Et puis, ce n'est plus de notre temps ni de nos mœurs de ruser avec la Postérité et de lui faire des cachotteries mesquines. On doit la vérité aux morts, dit-on : nous disons, nous, qu'on doit aux vivants la vérité sur les morts.

Paul GAULOT.

Paris, 8 avril 1889.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DIPLOMATIQUE

ET

LES FAITS DE GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DIPLOMATIQUE ET LES FAITS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Le 4 octobre 1861 à Miramar. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Mission secrète du comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères. — M. Gutierrez de Estrada. — Les idées du prince Louis-Napoléon en 1846. — Note rédigée par le baron de Pont. — La France ne veut rien pour elle. — Réserves de l'Espagne. — L'entente des trois puissances. — Desiderata des réfugiés mexicains. — Adhésion de A. L. de Santa-Anna. — Voyage de M. Gutierrez de Estrada. — La nuit de Noël. — Promesse formelle de l'archiduc.

Au retour d'un de ces nombreux voyages que tous deux affectionnaient tant, et où ils trouvaient l'un la satisfaction de son besoin d'idéal, l'autre de son besoin d'activité, l'archiduc Ferdinand-Maximilien et l'archiduchesse Charlotte, son épouse, se trouvaient à Miramar, dans cette splendide demeure que baignent les flots bleus de l'Adriatique, lorsque, le 4 octobre 1861, un personnage, qu'on n'avait point coutume de voir en ces lieux, se présenta aux portes du château. Il ve-

nait, disait-il, au nom de l'empereur François-Joseph ; il avait été chargé par lui d'une mission secrète, et demandait à être introduit auprès de Leurs Altesses.

Cet envoyé n'était autre que le comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères, qui arrivait de Vienne dans l'instant. Reçu aussitôt, il s'acquitta de sa mission, laquelle consistait à informer confidentiellement le prince et la princesse des ouvertures que venait de faire au gouvernement autrichien l'empereur Napoléon III.

Celui-ci, décidé à provoquer une intervention européenne au Mexique, ne voulait point que l'action en fût éphémère. Pour qu'elle eût pleine efficacité, et que les résultats en fussent durables, il fallait qu'elle aboutît à constituer dans ce pays, profondément et depuis de si longues années troublé par les révolutions, un ordre de choses stable qui permit enfin d'avoir avec lui des relations sûres et continues ; et comme, dans cette pensée, il songeait déjà à y appuyer le rétablissement d'une monarchie, il voulait s'assurer par avance de l'assentiment du prince auquel serait destiné ce rôle glorieux. Son choix s'était porté sur l'archiduc Ferdinand-Maximilien, qu'il avait vu à l'œuvre dans le gouvernement du royaume Lombard-Vénitien, et dont il appréciait hautement les aspirations généreuses et les idées libérales.

Le comte de Rechberg ajouta que François-Joseph, quelque sensible qu'il fût à la préférence donnée à sa dynastie, entendait laisser à son frère pleine et entière liberté d'acceptation ou de refus.

L'archiduc ne fut pas aussi surpris qu'on pourrait le croire d'une telle ouverture. Il la présentait et il

l'attendait. Ce n'était point en effet la première fois qu'on agitait la question du rétablissement ou plutôt de l'établissement d'une monarchie au Mexique, — car ce pays, à part un empire de quelques jours, l'empire d'Iturbide, n'avait connu que des vice-rois, — ni la première fois que son nom était prononcé à ce sujet.

C'avait toujours été le rêve d'un parti au Mexique de prendre modèle, non point sur son puissant voisin, les Etats-Unis, mais sur les pays d'Europe où la forme monarchique était presque universellement conservée. Champion des idées cléricales, ce parti voyait dans la révolution et dans la forme républicaine, qui en est la conséquence, un état mauvais capable d'engendrer les pires misères, et l'expérience, que l'histoire du Mexique pouvait leur apporter, n'était guère faite pour détruire leurs répugnances à cet égard. Le promoteur de ce mouvement réactionnaire était le représentant d'une des familles les plus anciennes et les plus honorables du Mexique, M. Gutierrez de Estrada.

Ministre des Affaires étrangères, il avait, en juillet 1840, adressé au Président de la République, Bustamante, une lettre rendue publique, dans laquelle il proposait, comme solution aux crises incessantes qui désolaient la patrie, la constitution d'un gouvernement monarchique. Proscrit pour cette audace, il s'était réfugié en Europe, plus convaincu que jamais de l'excellence de son idée.

Les destins changeants lui avaient ménagé une revanche. Le général Santa-Anna, arrivé à la présidence en 1854 et rallié à l'opinion de son compatriote, lui avait donné pleins pouvoirs « pour traiter auprès

» des cours de Paris, Londres, Vienne et Madrid, de
 » l'établissement d'une monarchie au Mexique, sous
 » le sceptre d'un prince européen. » M. Gutierrez de Estrada s'était alors adressé au duc de Montpensier, mais celui-ci, bien qu'assuré de l'assentiment de la France, avait décliné toute proposition de ce genre.

Le président Miramon, successeur de Zuloaga en 1859, avait confirmé le mandat donné par Santa-Anna à M. Gutierrez de Estrada; celui-ci avait jugé le moment opportun pour mettre Napoléon III au courant des désirs politiques de son parti, et il l'avait fait avec d'autant plus de confiance que l'empereur des Français, après Magenta et Solférino, était aux yeux du monde entier le souverain puissant, sans l'assentiment duquel on ne pouvait rien tenter et dont au contraire l'appui permettait de tout entreprendre. M. Gutierrez de Estrada savait aussi qu'en s'adressant à Napoléon III, il s'adressait à un prince partageant ses idées sur la situation du Mexique et sur la nécessité de tirer ce vaste, beau et malheureux pays de la longue anarchie où il s'épuisait. N'était-ce pas, en effet, le prince Louis-Napoléon, qui, en 1846, dans une brochure sur le Canal de Nicaragua, avait émis le vœu qu'il se constituât « un Etat florissant et considérable, qui rétablira l'équilibre du pouvoir, en créant dans l'Amérique espagnole un nouveau centre d'activité industrielle assez puissant pour faire naître un grand sentiment de nationalité, et pour empêcher, en soutenant le Mexique, de nouveaux empiétements du côté du Nord. »

Napoléon III avait accueilli avec faveur les ouvertures de M. Gutierrez de Estrada, et recommandé à son

attention la candidature de l'archiduc Maximilien. De son côté, l'envoyé mexicain avait reçu l'impérial conseil avec d'autant plus de joie qu'il correspondait à la fois à sa pensée secrète et à une vieille tradition; car il existait dans l'arsenal législatif du Mexique une ancienne convention, connue sous le nom de « plan d'Iguala », et datant du mois de mai 1821, par laquelle il avait été décidé, sous l'impulsion d'Iturbide, qu'on adoptait le principe d'une monarchie constitutionnelle, et qu'on offrirait la couronne d'abord aux infants d'Espagne, frères du roi Ferdinand VII, et, en cas de refus de leur part, à l'archiduc Charles d'Autriche. C'était donc en quelque sorte reprendre la convention non exécutée jadis que de mettre en avant la candidature d'un autre archiduc. M. Gutierrez de Estrada, dès ce moment, avait fait tendre tous ses efforts vers la réussite de ce projet.

Voilà, assurément, la révélation de souvenirs oubliés ou peu connus. L'opinion publique, qui s'empporte sur un nom ou sur une affirmation, a longtemps cru et croit peut-être encore que l'affaire mexicaine n'a été qu'une aventure, commencée pour des intérêts d'argent, continuée parce qu'on l'avait commencée, et terminée dans une catastrophe, juste châtement des entreprises mal conçues et mal dirigées. On voit ici, au contraire, que son point de départ a eu des bases très sérieuses et que, si la fin en a été particulièrement malheureuse, tout n'était pas folie, incohérence ou cupidité dans les motifs qui ont amené notre intervention au Mexique.

L'empereur Napoléon III n'a point fait offrir la couronne du Mexique à l'archiduc Maximilien pour se

débarrasser d'une conquête qu'il ne se serait pas soucié de garder. Non, il a repris, avec une pensée politique qui se développera dans le cours de ce récit sans ambiguïté et sans contestation possible, un projet ancien; il a eu pour l'appuyer dans cette voie des concours précieux. Est-ce que l'empereur François-Joseph se serait prêté, ne fût-ce que par une vaine démarche, à un essai qui n'eût été ni digne de sa Maison, ni digne de son frère? Est-ce qu'enfin l'archiduc Maximilien eût accueilli les ouvertures de Napoléon III qui lui étaient transmises par le comte de Rechberg, s'il ne les avait jugées ni sérieuses ni honorables?

Bien loin de là, l'archiduc, flatté des propositions qui lui étaient adressées par un des souverains les plus puissants de l'Europe, ne fit aucune difficulté d'entrer dans ses vues et de répondre affirmativement, sous certaines conditions, à cette offre, conditionnelle elle-même, d'une couronne. Et afin qu'on ne puisse conserver aucun doute sur la vérité de ces faits, voici la copie d'une note qui fut rédigée quelques jours après, d'ordre de S. A. l'archiduc, par le baron de Pont, son secrétaire, note qui fut aussitôt communiquée à M. Gutierrez de Estrada, dont le rôle, considérable en cette affaire, se trouve ainsi clairement révélé :

Le 27 septembre 1861, l'agent du parti monarchique mexicain à Paris, M. Gutierrez de Estrada, déclara qu'il savait pertinemment que la France désirait voir un archiduc monter sur le trône du Mexique et croyait que l'Angleterre accepterait cette combinaison. Il demanda d'obtenir une assurance confidentielle que, si des propositions étaient faites à ce sujet par la France, qui serait

disposée à en prendre l'initiative, elles ne seraient pas repoussées par l'Autriche. Il ajoutait qu'il attachait beaucoup de prix à être éclairé sans délai sur ce point qu'il mettait en corrélation avec l'expédition projetée.

A la suite de ces ouvertures, l'agent en question fut prévenu par une communication très confidentielle, en date du 7 octobre, que l'archiduc Maximilien, accédant à la proposition qui lui avait été faite par l'empereur, son auguste frère, ne refuserait pas de se rendre éventuellement aux désirs de la nation mexicaine, si celle-ci l'appelaient au trône. « Il doit être bien entendu toutefois, était-il dit dans cette lettre, que pour être définitivement acceptées, de pareilles offres devraient être nécessairement faites dans des conditions propres à assurer un heureux succès, à garantir l'avenir et à sauvegarder la dignité de S. A. I. et de son auguste Maison. Au nombre de ces conditions, il en est deux surtout qu'il est important d'établir d'avance. Ce sont : 1^o l'appui non seulement moral mais matériel et efficace des deux grandes puissances ¹; 2^o le vœu clairement prononcé du Mexique. »

Ces conditions étaient désignées expressément comme « première et indispensable base de tout plan sérieux, sur lequel on pourrait plus tard entrer en négociation. » Il en reste encore d'autres, ajoutait-on, « que nous nous réservons de poser dans le cas où le projet en question deviendrait, pour ainsi dire, d'une forme plus palpable ».

On terminait en annonçant que le gouvernement impérial ne prendrait aucune initiative dans cette question vis-à-vis de l'une ou de l'autre des deux grandes puissances maritimes et qu'il se tiendrait dans une attitude entièrement passive, jusqu'au jour où il lui serait fait une offre formelle basée sur les deux points qui viennent d'être indiqués. « Alors seulement on pourrait en-

1. La France et l'Angleterre.

trer dans l'examen approfondi d'un semblable projet et fixer les conditions dont l'empereur et S. A. I. feraient dépendre leur acceptation définitive. »

Dès le 9 octobre 1861, l'agent sus-mentionné doit avoir porté cette réponse à la connaissance de M. Thouvenel, ministre des Affaires étrangères. L'Empereur des Français paraît en avoir été informé le soir même, et ne tarda pas à faire une démarche personnelle, dans le but d'obtenir l'assentiment du gouvernement anglais à la combinaison dont il s'agit.

Dès que le gouvernement français eut connaissance de la réponse de l'archiduc, il pressa les négociations et amena l'Angleterre et l'Espagne à signer la convention qui réglait les conditions dans lesquelles l'intervention aurait lieu (31 octobre 1861). Puis, désireux de préparer la voie à la solution qu'il avait en vue, il s'adressa aux cabinets de Londres et de Madrid pour bien établir que dans toute éventualité de rétablissement d'une monarchie au Mexique, c'était au pays même à décider la forme de la monarchie de son choix, comme à désigner le prince auquel il entendait confier ses destinées.

Il ajoutait que, pour sa part, il considérait cette éventualité avec un désintéressement complet, résolu qu'il était à refuser toute candidature pour un prince de la famille impériale. Et, se faisant un titre de cette générosité qui ne lui coûtait guère, il conviait les deux autres parties contractantes à faire une déclaration semblable, et ne doutait point d'ailleurs, disait-il, qu'elles ne fussent dans les mêmes dispositions.

Quant au choix de la dynastie, la France n'en avait aucune à proposer, mais dans le cas où il faudrait en

désigner une, elle était prête à donner son adhésion à la candidature d'un archiduc d'Autriche. Et la dépêche signée par M. Thouvenel, envisageant une hypothèse qu'on avait à peine posée au début, faisait valoir l'avantage de ce choix, qui écarterait toute rivalité entre les trois puissances, et conserverait entière son autorité à l'appui moral qu'elles avaient l'intention de donner à la nation mexicaine. Elles ne feraient en cela que tenir une conduite analogue à celle tenue par la France, l'Angleterre et la Russie, lors de l'expédition de Grèce.

Au fond, ces précautions diplomatiques étaient surtout dirigées contre l'Espagne. On n'oubliait pas que cette puissance avait longtemps occupé le Mexique, et, comme elle n'en était point partie de son plein gré, il était à craindre qu'elle ne saisisse ce prétexte de recouvrer sur le pays son ancienne domination. Le *plan d'Iguala* lui permettait de mettre en avant des prétentions que la diplomatie s'efforçait d'arrêter, sous couleur de désintéressement général.

Toutefois il était difficile à l'Espagne de les manifester trop ouvertement, d'autant que l'expédition n'était pas commencée et qu'il importait, pour que les trois puissances coopérassent à l'intervention, qu'aucune d'elles, se réservant la part du lion, n'eût découragé ses alliées en les réduisant à l'avance au rôle de Rats destinés à tirer les marrons du feu.

La réponse de l'Espagne refléta ces deux sentiments.

Le chef du cabinet de Madrid, M. Calderon Collantes, la fit attendre jusqu'au 13 décembre. Sur le point en question, il disait que « si une des puissances pré- » sentait un candidat, l'Espagne considérerait comme

» le plus conforme au droit, à la tradition et à l'histoire, l'élection d'un prince de la Maison de Bourbon ou intimement uni à elle. »

Mais ces réserves venaient trop tard et ne pouvaient avoir grande valeur, car elles étaient contraires aux termes de la convention du 31 octobre. Le ministre français, d'accord avec l'Angleterre, avait pris les devants, et le représentant de l'Espagne avait signé comme les autres. Or le traité disait que les trois puissances qui « se trouvent placées, par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la République du Mexique, dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la République du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune... Elles s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la présente convention aucune acquisition de territoire ni aucun avantage particulier et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement. »

Remettre au pays le soin d'exprimer sa volonté, c'était, dans la pensée de l'Empereur, assurer le succès de la candidature de son choix, car le pays voulait une monarchie et pour souverain un archiduc. Comment en aurait-il douté ? Tout le monde autour de lui le disait, le répétait et même le croyait. Les ré-

fugiés mexicains se montraient unanimes sur ce point, et il était d'autant plus naturel qu'ils témoignassent cette confiance que c'était leur plus sûre et leur meilleure chance de succès.

Aussi, lorsqu'ils apprirent et la signature de la convention de Londres et les démarches faites auprès de l'archiduc Maximilien, ainsi que la réponse de ce prince, ils furent remplis de joie. Déjà ils entrevoyaient la fin de leur exil ; ils auraient voulu hâter les événements, et, dans leur impatience, ils pressèrent M. Gutierrez de Estrada de revenir à la charge et d'obtenir de Maximilien une promesse d'acceptation formelle.

L'ancien président, le général Santa-Anna, de sa retraite, joignit ses instances à celles de ses compatriotes.

Saint-Thomas, 30 novembre 1861.

Mon cher Ami,

Les nouvelles que vous me donnez dans votre lettre du 31 octobre et que j'ai reçues par le dernier packet, m'ont causé une joie indicible, et elles ont une telle importance que si tout ce qu'elles m'annoncent réussit, notre patrie est sauvée de la ruine.

Plaise à Dieu que nos rêves se réalisent !

Le candidat dont vous me parlez, S. A. I. l'archiduc Maximilien est sans pareil.

Je m'empresse donc de lui donner mon adhésion. Faites-moi la grâce de le lui dire et d'en donner connaissance à nos amis, mais avec toute réserve, parce que vous savez qu'en politique il est des choses qu'on ne doit pas publier avant le moment opportun, à cause des préjudices qui pourraient résulter de la publicité.

... Persuadé que le moment d'agir est arrivé, je suis disposé à me rendre le plus tôt possible sur le sol de ma patrie, décidé à travailler de toutes mes forces jusqu'à la réalisation de cette affaire.

ANTONIO LOPEZ DE SANTA-ANNA.

Poussé par ce concours d'adhésions, muni de tous ces vœux, M. Gutierrez de Estrada quitta Paris pour se rendre à Trieste. Il y arriva le 19 décembre, et se présenta, sans perdre de temps, à Miramar; là, il plaça sous les yeux de Maximilien les témoignages nombreux du désir qu'éprouvaient ses compatriotes de lui voir donner aux propositions de la France une adhésion plus explicite et plus complète. Ni l'archiduc, ni surtout sa femme l'archiduchesse Charlotte n'étaient dépourvus d'ambition. La quasi-disgrâce, dans laquelle Maximilien se trouvait depuis qu'il avait été relevé de ses fonctions de gouverneur général du royaume Lombard-Vénitien, avait excité plus qu'elle n'avait détruit chez lui les pensées de grandeur et de gloire.

Les voyages nombreux, la splendeur royale du château de Miramar, la grande situation de l'archiduc placé à la tête de la marine de l'Empire, l'affection des populations au milieu desquelles le prince et sa femme vivaient, tout cela ne suffisait point à leurs communes aspirations. La perspective de ceindre une couronne, de relever l'empire de Montézuma et d'Inturbide les séduisit aussitôt. L'enthousiasme, dont M. Gutierrez de Estrada était un reflet vivant, se communiqua à l'imagination du mari et de la femme. Ce rêve d'un empire qui parfois hantait le frère puîné

de l'empereur François-Joseph et la fille de roi Léopold prenait corps. Pourquoi se dérober à la destinée?

Et l'empereur François-Joseph donnait à son frère toute liberté, et le roi Léopold conseillait à sa fille et à son gendre d'accepter la mission offerte sous l'égide de la France. Les flottes alliées, dont le pavillon allait bientôt être planté sur les murs de Vera-Cruz, garantissaient que le pays rendu à lui-même pourrait exprimer sa volonté sans ambiguïté. Maximilien ne résista point au courant qui l'entraînait, et, comme s'il eût voulu donner plus de solennité à son acquiescement, il choisit la nuit de Noël, associant ainsi à sa résolution le Dieu dont on célébrait la fête, pour donner au vénérable patriote mexicain l'assurance formelle que, si tel était le vœu de ses concitoyens, il accepterait la couronne du Mexique.